

5.500 MILITAIRES ET POLICIERS DEPLOYES A HAITI POUR LUTTER CONTRE LES GANGS

**QUELLES CHANCES DE REUSSITE POUR CETTE
NOUVELLE MISSION DE L'ONU EN HAITI ?**



Ecrit par le Général (2S) ASSAMOUA Guézou

Le 08 mai 2026

Depuis l'assassinat du Président JOVENEL Moïse en 2021, Haïti est plongé dans une profonde instabilité politique et sécuritaire. De nombreux groupes armés organisent des violences sur l'île principalement dans la capitale Port-Au-Prince. Les cibles de ces violences sont les populations civiles et les institutions étatiques. Le Conseil Présidentiel de Transition qui gère la politique du pays ne parvient toujours pas à rétablir l'ordre tout seul. Les autorités nationales reconnaissent leur incapacité et depuis 2023, les citoyens ont mis en place des mesures d'auto-défense, illustrant le profond désespoir de la population.

Devant la dégradation de la situation politique et sécuritaire à Haïti depuis 2021, les Nations Unies ont pris des initiatives qui malheureusement n'ont toujours pas permis de ramener l'ordre et la sécurité dans ce pays. Tout y est passé, de la création d'un Bureau de l'ONU dans le pays, à la mise en place d'une Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité (MMAS) dirigée par le Kenya. Dernière en date, les Nations Unies ont décidé le 30 septembre 2025 du déploiement d'une **Force de Répression des Gangs (FRG)** qui sera composée, dans son bras armé de réaction rapide, en majorité de...militaires tchadiens. Cette nouvelle initiative a -t-elle des chances de réussir ?

Pour y répondre, je vais d'abord analyser la situation sécuritaire dans le pays, puis je vais évoquer le semi-échec du déploiement des policiers kényans de la MMAS et enfin je vais peser les chances de succès des soldats tchadiens dans ce véritable borbier haïtien.

1 – Quelle est la situation sécuritaire en Haïti ?

La situation sécuritaire s'est fortement dégradée en Haïti en 2024, à la suite de la mise en place de la coalition de gangs « Viv Ansam » sous la conduite de Jimmy Chérizier alias « Barbecue » (au moins 5 600 morts, plus d'1 million de déplacés). La violence n'a fait que s'intensifier depuis le début de l'année 2025 (au moins 2 680 morts, d'1,3 million de déplacés). Les gangs contrôlent désormais 90 % de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, une partie du département agricole de l'Artibonite et les principaux axes du pays. Ils rançonnent commerçants et transporteurs et s'adonnent à divers trafics (armes, drogues, organes). En raison de tirs sur des avions de ligne, l'aéroport ne reçoit plus de vols internationaux depuis novembre 2024. La détérioration de la situation sécuritaire entrave l'acheminement de l'aide humanitaire et prive les Haïtiens de l'accès aux services de base (santé, éducation, etc.). La moitié de la population (5,7

millions de personnes) présente un niveau d'insécurité alimentaire élevé.

Il faut savoir que l'histoire des gangs est profondément ancrée dans l'histoire même de Haïti. Les gangs sont des groupes de malfaiteurs, de criminels qui sont instrumentalisés par des forces politiques et qui reflètent la mauvaise gouvernance structurelle du pays.

Déjà en 1959 sous la Présidence de François DUVALIER, les « tontons macoutes » avaient été créés par le dictateur pour réprimer toute dissidence. A la chute de François DUVALIER le 7 février 1986, « les tontons macoutes » ont certes été dissous, mais les anciens membres se sont recyclés en groupes privés, toujours dans la violence.

En 1990, Jean Bertrand ARISTIDE a été élu Président et il a suscité un véritable espoir, étant lui-même un ancien prêtre. Mais que nenni, il a été réélu en 1994 et il a pris l'unique décision de dissoudre l'Armée et de réformer la Police, ce qui a conduit immédiatement à la création de nouveaux gangs et à un coup d'état pour le destituer. Finalement, il a été président de Haïti de 1990 à 1996, renversé et contraint à l'exil depuis le 29 février 2004, laissant derrière lui un pays occupé par des gangs de plus en plus violents.



Des familles continuent de fuir leur domicile à Port-au-Prince en raison de la violence liée aux gangs

A l'heure actuelle, en 2026, on compte environ **300 gangs** et 90% de la capitale Port-Au-Prince est sous leur contrôle. Ce chiffre à lui seul illustre le phénomène. Le pouvoir central est déficient et ne peut assumer ni mettre en œuvre une désescalade pouvant aboutir à la paix.

L'évolution des gangs en Haïti est un bel exemple de la complexité des relations entre la criminalité, la politique et la société. Cette violence urbaine en Haïti notamment dans le quartier de Canaan à Port-Au-Prince résulte de facteurs sociaux, économiques et politiques.



Une voiture brûlée sert de barricade dans une rue de Port-au-Prince.

La figure la plus marquante de ce gangstérisme est Jimmy CHERIZIER surnommé « **Barbecue** », ce qui veut tout dire de sa capacité de nuisance et d'adepte de coups fumants et de braises. Né le 30 mars 1977, c'est un ...**ancien policier** et il est devenu l'un des chefs de gang les plus influents et controversés du pays. Plusieurs exactions et crimes de sang lui sont imputés. Il est même connu pour être le leader d'une Fédération de gangs lourdement armés. En 2024, il a même participé au renversement du Premier Ministre Ariel HENRY. « Barbecue » est souvent décrit comme l'homme le plus puissant d'Haïti, plus influent que l'actuel Gouvernement Officiel de Transition. Tout est dit.



Le célèbre chef de gang, **Jimmy Chérizier**, surnommé « **Barbecue** »



Scène de violences en Haïti



Des membres appartenant à un gang sillonnent un quartier de la capitale haïtienne, Port-au-Prince.



Barbecue et quelques un de ses hommes

2 – Le déploiement des policiers Kényans

Devant la gravité de la situation sécuritaire en Haïti, les Nations Unies, sous l'inspiration des Etats-Unis ont proposé en au Conseil de Sécurité le 2 octobre 2023, la résolution 2699 relative au déploiement de policiers... kényans. Cette opération s'inscrivant dans le cadre d'une Mission Multinationale d'appui à la Sécurité. C'est le vendredi 1^{er} mars 2024, à Nairobi, au Kenya que le président de Kenya, William Ruto et Ariel Henry, premier ministre haïtien par intérim, ont officialisé un accord pour autoriser le déploiement de 1000 policiers en Haïti, afin de rétablir l'ordre.

Les premiers 400 policiers sont arrivés en Haïti le 25 juillet 2024. Cette décision de confier cette mission à des policiers africains est d'ordre stratégique. En effet, la politique en Haïti est fortement soupçonnée d'être instrumentalisée par les pays occidentaux dont la France, les Etats-Unis et le Canada. En évitant soigneusement d'y déployer des troupes de leurs pays, et en confiant cette mission à des africains, les Nations Unies ont joué la fibre africaine pour gérer une crise ...entre africains.

Le déploiement de policiers venus d'Afrique a été un acte de solidarité internationale face à la violence des gangs et à l'instabilité dans la région. Les policiers kenyans ont été accueillis

avec beaucoup d'espoirs et leur mission a été marquée par de nombreux défis et bien malheureusement par des résultats mitigés. Si leur présence a permis de maintenir une certaine pression sur des bastions criminels, elle n'a pas empêché les gangs d'étendre leur emprise dans plusieurs zones, renforçant ainsi, pour de nombreux haïtiens, le sentiment d'inefficacité des policiers kényans. A leur décharge, il faut dire leur méconnaissance du terrain et leurs relations souvent tendues avec les autorités de Transition.

Après dix-huit mois de mission, les derniers policiers Kényans ont regagné leur pays le **18 mars 2026**.



Policiers Kényans déployés en Haïti

Un départ discret, à rebours des espoirs suscités par leur arrivée en juin 2024. Une présence attendue, des résultats en demi-teinte. Déployés pour prêter main-forte à la Police nationale d'Haïti (PNH) face à des gangs armés contrôlant de larges pans du territoire, les contingents kenyans ont incarné, aux yeux de la population, une promesse de stabilisation. La réalité s'est avérée plus complexe. Sur le terrain, les opérations conjointes ont permis de maintenir une pression sur certains bastions criminels, notamment à Port-au-Prince, mais sans infléchir durablement le rapport de force. Les gangs ont continué d'étendre leur emprise dans plusieurs zones, renforçant un sentiment d'inefficacité chez de nombreux Haïtiens.



Policiers Kenyans de retour dans leur pays

Des obstacles structurels Les difficultés rencontrées sont aujourd'hui bien documentées. Dès le début de la mission, les policiers kenyans ont dû composer avec une méconnaissance du terrain, une barrière linguistique et des relations parfois tendues avec les autorités haïtiennes. Les retards dans la livraison des équipements par les partenaires internationaux, ainsi que les incertitudes sur le financement, ont également pesé sur leur capacité opérationnelle. À ces handicaps s'ajoutait une présence en deçà des effectifs annoncés. Sur les 2500 hommes initialement évoqués par les Nations unies, moins de la moitié ont été déployés, laissant la PNH assumer l'essentiel des opérations. Un coût humain, le sacrifice humain, lui, est tangible. **Trois** policiers kenyans ont perdu la vie en mission, dont deux dans l'Artibonite, une région particulièrement instable. Un tribut que plusieurs observateurs appellent à ne pas oublier dans le bilan. Des voix critiques sur les réseaux sociaux et dans la presse, se sont multipliées. Certains Haïtiens, comme le souligne un article paru dans Le Nouvelliste, estiment que cette force, "*sans bilan tangible*", n'a pas su inverser la dynamique sécuritaire. Le journaliste haïtien, Frantz Duval rappelle toutefois que "les Kényans ont été les seuls à dire oui "*lorsque le pays était au bord du gouffre, et que leur engagement mérite reconnaissance.*" Une rotation programmée, un avenir incertain. Ce départ, bien qu'annoncé comme une rotation annuelle, intervient à un

moment charnière. La Mission multinationale de soutien à la sécurité (MMSS) est en passe de laisser place à une nouvelle Force de Répression des Gangs (FRG), dotée d'un mandat renforcé et d'effectifs théoriquement plus importants. Mais l'heure n'est plus aux annonces. Pour les Haïtiens, l'essentiel reste la sécurisation de leur quotidien. À l'aube de ce nouveau chapitre, l'enjeu est de savoir si la communauté internationale saura tirer les leçons des défaillances passées pour bâtir une stratégie plus cohérente. Les Kényans s'en vont ; ils ont tenu leur place, parfois au prix de leur sang. Reste à faire mieux.



Des policiers kenyans

Après le Kenya, le Tchad vient au secours des Haïtiens contre les gangs qui les terrorisent dans Port-au-Prince. Ndjamena va en effet déployer quelque 1500 hommes en Haïti. Au total, la nouvelle Force de répression des gangs va compter 5500 hommes venus de 18 pays.

3 – le déploiement de la Force de Répression des Gangs (FRG)

Lentement mais sûrement Haïti est en train de devenir une sorte de Far West avec de nombreux gangs. C'est la raison pour laquelle, tirant leçon du relatif échec de déploiement de policiers kenyans dans le pays, les Nations Unies ont décidé du déploiement de la FRG (Force de Répression des Gangs pour un mandat de 12 mois. Cette Force, composée de 5500 hommes (militaires et policiers) a une mission claire et nette, à savoir :

- Neutraliser les gangs et sécuriser les infrastructures critiques et faciliter l'accès des humanitaires.

Les principaux objectifs de la FRG.

- Mener des opérations ciblées basées sur le renseignement pour démanteler les gangs armés.
- Protéger les populations vulnérables contre l'escalade de la violence et les déplacements forcés.

- Renforcer les institutions nationales et aider la police haïtienne à assumer la responsabilité de la sécurité

Cette nouvelle Force va compter 1500 soldats venus du Tchad. Les soldats Tchadiens sont reconnus pour leur dévouement, leur discipline, leur esprit d'équipe et leur courage dans l'engagement militaire.



Ecusson de soldat tchadien

Lors de leur engagement au Mali sous l'égide de la MINUSMA, les soldats tchadiens ont joué un rôle crucial dans la

stabilisation et la paix dans le pays. Leur présence dans les localités stratégiques de Tessalit, Kidal et Aguelhok a été essentielle pour la protection des populations civiles et le soutien aux opérations de la Mission de paix des Nations Unies. C'est certainement fort de ces antécédents que le Tchad a été sollicité pour fournir un contingent de militaires dans la Force de Répression des Gangs d'Haïti. Ont-ils des chances de succès ?

D'abord il faut souhaiter, pour le peuple Haïtien, que cette nouvelle initiative de l'ONU soit couronnée de plus de succès que le déploiement des policiers kényans.

Mais de lourds handicaps devront être surmontés par ces soldats tchadiens sur qui va reposer le succès de la mission.

- L'environnement haïtien n'est pas le même, il se caractérise plus par des combats en localités. Les grandes étendues désertiques bien connues des soldats Tchadiens ne seront pas de mise en Haïti. La connaissance de l'environnement qui a tant coûté aux policiers kényans va donc se poser en ces mêmes termes.

- Le Tchad est confronté aussi à des défis sécuritaires importants notamment des attaques jihadistes de BOKO HARAM. Des soldats tchadiens sont tués dans ces attaques. Alors le pays va-t-il engager en Haïti, ses meilleurs éléments alors qu'il mène des combats difficiles contre BOKO HARAM. De même le pays frontalier au Tchad, le SOUDAN est en proie à une guerre civile

depuis plusieurs années avec des risques de contagion vers le Tchad et de déplacement de populations. Dans un tel contexte, le Tchad peut-il se permettre d'envoyer ses meilleurs soldats en Haïti ?



Des soldats tchadiens



Quelles sont les possibilités de réussite de cette nouvelle mission ? Cette question est légitime quand on sait que les missions de l'ONU ont rarement fait leurs preuves dans l'éradication des groupes armés ou des gangs. L'exemple en République Démocratique du Congo (RDC) est encore sous nos yeux car dans ce pays de nombreux groupes armés pullulent devant l'impuissance onusienne.

Mais pour Haïti, la FRG vise (dans le texte) à neutraliser les gangs, cela suppose une attitude offensive avec des moyens conséquents, un mandat robuste pour permettre à cette FRG d'être réellement efficace. Va-t-elle bénéficier des moyens et d'un environnement politique aseptisé pour réussir sa mission ? Je pense donc que cette force devra disposer de moyens tels des hélicoptères de combat, des drones offensifs, d'engins blindés bref de moyens conséquents pour espérer parvenir à faire plier les gangs.

Enfin, cette mission ne pourra réussir que si les Haïtiens eux-mêmes en sont les premiers soutiens. Car les nombreuses lignes de fracture au sein de la classe politique en Haïti peuvent fragiliser cette Force. Le contraste est saisissant quand vous savez que Haïti est voisin de la République Dominicaine, où ne règne que la paix, la stabilité et le progrès.



Haïti et Saint-Domingue

Sur cette carte vous voyez bien ces deux pays sur la même île, en marron Haïti et en vert la République Dominicaine. Ces deux pays sont sur le même espace et vivent deux situations complètement différentes. D'un côté, l'anarchie, les gangs et la misère (HAÏTI), de l'autre, la paix, la stabilité et la prospérité (SAINT-DOMINGUE). Et si les Haïtiens étaient eux-mêmes les seuls acteurs et responsables de leur tragédie ? Je ne peux m'empêcher d'évoquer cette hypothèse. Avec une diaspora nombreuse aux Etats-Unis et au Canada, on se demande encore pourquoi les transferts des dividendes de la paix ne viennent pas vers Haïti aussi facilement ?

La future force imaginée par les Nations Unies ne réussira pas sans l'implication des Haïtiens.

En conclusion, cette nouvelle proposition de l'ONU pour Haïti est une opportunité de paix à saisir. Les soldats Tchadiens qui vont être impliqués auront un grand rôle à jouer en espérant que cette mission d'une année donnera de meilleurs résultats que la mission menée par les policiers Kényans. La paix à Haïti est à ce prix.



Casque bleu de l'ONU devant le drapeau haïtien